

Des représentants des États-Unis et du Canada discutent de moyens de stopper le terrorisme

Garder les frontières ouvertes au commerce et fermées au terrorisme, un défi de taille.

Le 30 janvier, à Washington, le secrétaire du département de la Sécurité du territoire des États-Unis, M. Tom Ridge, et la vice-première ministre du Canada, M^{me} Anne McLellan, ont discuté de façons de renforcer l'accord frontalier existant entre les deux pays pour lutter contre le terrorisme.

«L'un de nos défis les plus importants est de protéger notre frontière commune longue de 8 000 kilomètres, tout en la gardant ouverte au commerce et fermée au terrorisme», a déclaré M. Tom Ridge lors du point de presse qui a suivi la rencontre.

«Au cours des deux dernières années, dans le cadre du Plan d'action pour la création d'une frontière sûre et intelligente, nous avons fait des progrès considérables en ce sens, mais beaucoup reste à faire. Nous obtenons d'excellents résultats, non seulement aux points d'entrée terrestres, mais aussi dans les ports où les douaniers des États-Unis et ceux du Canada travaillent ensemble à l'identification des cargaisons à haut risque et échangent des renseignements sur les marchandises en transit», a-t-il poursuivi.

«Nous ne fléchirons pas et nous finirons ce que nous avons commencé, car dans notre lutte contre le terrorisme, nous devons constamment hausser nos normes de protection, nous inspirant de notre expérience passée sans jamais faire preuve d'un excès de confiance face à l'avenir», a-t-il ajouté.

M. Ridge a remercié M^{me} McLellan et le gouvernement du Canada de leur acharnement au travail et de leur engagement à collaborer avec les États-Unis à la lutte contre le terrorisme.

«Ensemble, nous assurerons la sûreté et la sécurité de nos pays et nous ferons tout en notre pouvoir pour que ceux qui combattent aux confins de nos frontières et sur des rives étrangères ne le fassent pas en vain», a conclu M. Ridge.

M^{me} McLellan a déclaré que le Canada est très satisfait des progrès réalisés dans le cadre du Plan d'action et qu'il est remarquable que de tels progrès aient été accomplis en seulement deux années. Elle a ajouté qu'un grand nombre des mesures prévues au Plan d'action ont été mises en œuvre ou sont sur le point de l'être.

«Toutefois, certains projets requièrent encore notre attention, comme la mise en place d'une infrastructure frontalière stratégique pour faciliter la hausse sans cesse croissante du commerce et des déplacements aux frontières», a déclaré M^{me} McLellan.

Nous donnons ci-dessous la transcription des propos de M. Ridge et de M^{me} McLellan ainsi que de la période de questions.

Département de la Sécurité du territoire des États-Unis
(U.S. Department of Homeland Security)

Propos du secrétaire de la Sécurité du territoire des États-Unis, M. Tom Ridge, et de M^{me} Anne McLellan, vice-première ministre du Canada.

Bureau du secrétaire de presse
Le
Washington, D.C.

30 janvier 2004

SECRÉTAIRE RIDGE : Bonjour mesdames et messieurs. Nous nous excusons de vous avoir fait attendre un peu, mais nous avons un ordre du jour très chargé. Nous avons fait le tour des questions que nous voulions discuter et nous sommes heureux de vous rencontrer et de vous communiquer les résultats du travail que nous avons accompli.

En premier lieu, comme plusieurs d'entre vous le savent, j'ai eu le plaisir au cours des deux dernières années et demie de travailler à l'élaboration de l'accord frontalier avec le vice-premier ministre d'alors, M. John Manley. Je n'ai donc pas été surpris, lorsque très peu de temps après que le premier ministre Martin a confié le poste de vice-première ministre et de responsable de l'accord frontalier à M^{me} McLellan, M. John Manley m'a téléphoné. Il m'a confié que la personne nommée a non seulement la confiance du premier ministre, mais qu'elle a aussi la capacité et la volonté de renforcer l'accord frontalier et que j'apprécierais travailler avec elle personnellement autant que professionnellement. J'avoue que notre ami commun, M. John Manley, avait raison. La journée et demie que j'ai passée en votre compagnie, madame la vice-première ministre, a été très constructive et très agréable et, officiellement et publiquement, je vous souhaite la bienvenue à cette première visite officielle parmi nous.

Je suis très heureux que la vice-première ministre McLellan et moi-même ayons eu la possibilité de discuter des progrès accomplis et des tâches qui nous attendent dans le cadre de nos démarches en vue d'assurer à nos citoyens une frontière sûre et sécuritaire.

Depuis les événements tragiques du 11 septembre, les États-Unis ont eu la bonne fortune de pouvoir compter sur un allié fidèle et un ami, son voisin du nord. Comme nous l'avons tous constaté, la lutte contre le terrorisme n'est pas un conflit isolé. C'est un combat continu mené par tous les pays libres, un combat contre un ennemi qui ne souhaite et ne veut qu'une chose, se procurer des armes et trouver des moyens, peu importe lesquels, de faire du mal aux innocents et de détruire un mode de vie que nous chérissons tous.

Plus tôt cette semaine, la mort d'un soldat canadien et les blessures subies par trois autres soldats en Afghanistan nous ont rappelé le prix de ce combat. Encore hier, sept soldats américains ont été tués et trois autres ont été blessés en Afghanistan, là où des milliers de nos militaires sont encore postés.

Nous offrons nos plus sincères condoléances aux familles de ces braves et nous leur exprimons notre reconnaissance pour leur sacrifice et pour celui de tous les hommes et de toutes les femmes qui servent en première ligne de ce conflit.

Comme l'a précisé le Président lors de son discours sur l'état de l'Union, nous n'avons pas survécu aux tragédies, aux épreuves et à la guerre pour ensuite hésiter et laisser notre travail en plan. Alors que des troupes des États-Unis et du Canada combattent côte à côte en première ligne, nos gouvernements, nos patrouilleurs frontaliers et nos citoyens doivent aussi travailler ensemble pour assurer notre sécurité, ici au pays.

Évidemment, l'un de nos défis les plus importants est de protéger notre frontière commune longue de plus de 8 000 kilomètres, tout en la gardant ouverte au commerce et fermée au terrorisme. Au cours des deux dernières années, dans le cadre du Plan d'action pour la création d'une frontière sûre et intelligente, nous avons fait des progrès considérables en ce sens.

L'une des pierres angulaires des mesures que nous avons prises a été la mise en œuvre du Programme d'expéditions rapides et sécuritaires (EXPRES). Les entreprises qui se prêtent à une enquête sécuritaire approfondie et qui dévoilent leurs points faibles bénéficient d'un traitement rapide des formalités aux frontières. Le programme EXPRES est maintenant en place dans les douze points terrestres frontaliers les plus occupés. Voilà quelques semaines, j'étais à Port Huron pour inaugurer la première voie désignée EXPRES.

En plus du programme EXPRES, le programme NEXUS, le Programme de laissez-passer pour les habitués, est aussi opérationnel dans la plupart des plus importants points d'entrée. Dans le cadre des programmes EXPRES et NEXUS, nous sommes à même d'assurer la sécurité et la circulation des personnes et des biens aux frontières, mais aussi nos équipes frontalières intégrées d'application de la loi demeurent à l'affût de toute activité criminelle.

Nous obtenons d'excellents résultats, non seulement aux points d'entrée terrestres, mais aussi dans les ports où les douaniers des États-Unis et ceux du Canada travaillent ensemble à l'identification des cargaisons à haut risque et échangent des renseignements sur la marchandise en transit.

En rétrospective, nous avons fait des progrès considérables. Cependant, il reste encore beaucoup à faire et nous ne fléchirons pas et nous finirons ce que nous avons commencé, car dans notre lutte contre le terrorisme, nous devons constamment hausser nos normes de protection, nous inspirant de notre expérience passée sans jamais faire preuve d'un excès de confiance face à l'avenir.

J'envisage avec plaisir de continuer à travailler avec la vice-première ministre McLellan alors que nous aborderons une foule de sujets, que ce soit la mise en œuvre du programme U.S.-VISIT, la sécurité de nos infrastructures essentielles communes ou l'intégration de certaines autres mesures prévues dans le cadre de l'Accord sur la frontière intelligente. Nous devons examiner les mesures que nous avons prises au cours des deux dernières années et les renforcer et travailler davantage sur les questions liées à la sécurité et à l'économie.

J'ai déjà pu constater à quel point j'apprécie travailler en étroite collaboration avec la vice-première ministre sur les questions portant sur notre sécurité commune, en particulier au cours de la période des fêtes de fin d'année où le code d'alerte est à son niveau le plus élevé.

Je tiens à la remercier ainsi que le gouvernement du Canada pour la constance dont ils ont fait preuve dans l'exécution de ces tâches et pour leur engagement à nous épauler dans la lutte contre le terrorisme. Ensemble, nous assurerons la sûreté et la sécurité de nos pays et nous ferons tout en notre pouvoir pour que ceux qui combattent aux confins de nos frontières et sur des rives étrangères ne le fassent pas en vain.

Nous vous remercions beaucoup. Il me fait plaisir de présenter aux membres de la presse des États-Unis qui n'ont peut-être pas eu la possibilité de la rencontrer, madame la vice-première ministre, Anne McLellan.

VICE-PREMIÈRE MINISTRE MCLELLAN : Merci. Merci beaucoup, M. le secrétaire. Je suis très heureuse d'être ici et permettez-moi de vous remercier, M. le secrétaire, ainsi que tous les employés du département de la Sécurité du territoire, pour l'accueil chaleureux que vous avez réservé aux membres de mon personnel ainsi qu'à moi-même au cours de la journée d'hier.

Comme vous l'avez mentionné, vous avez beaucoup apprécié travailler avec mon ancien collègue et alors vice-premier ministre, M. John Manley, avec qui vous avez entretenu une relation positive et constructive. Je peux vous assurer que vous obtiendrez mon entière collaboration et que je m'engage à travailler avec vous avec le même enthousiasme et la même ferveur que mon prédécesseur et son personnel, et ce, du fait qu'en bout de ligne, c'est à l'avantage de nos deux pays et de leurs citoyens, les Canadiens et les Américains qui y vivent.

Comme il l'a mentionné, le secrétaire Ridge et moi-même nous sommes parlés à plusieurs reprises depuis décembre et permettez-moi, M. le secrétaire, de dire que j'ai particulièrement apprécié le fait que, dans les 24 heures qui ont précédé notre réunion, vous m'avez téléphoné, vous m'avez remerciée et vous m'avez souhaité la bienvenue dans le nouveau poste que j'occupe et cela, je l'apprécie sincèrement.

Je suis du même avis que le secrétaire Ridge. Nous sommes très heureux des progrès accomplis dans le cadre du Plan d'action pour la création d'une frontière sûre et intelligente. Ce que nous avons accompli en seulement deux années est franchement remarquable.

Lorsque la Déclaration sur la frontière intelligente a été signée, en décembre 2001, à Ottawa, notre principal objectif était de nous assurer que les événements tragiques du 11 septembre ne se reproduisent plus. Depuis lors, je crois que nous avons progressé vers l'atteinte de cet important objectif.

Nous avons réalisé, à mesure que nous mettions en place les différentes mesures prévues dans la Déclaration, que nous pouvions faciliter le mouvement des biens et des voyageurs tout en assurant la sécurité de nos frontières, et ce, par la gestion efficace des risques. Ces deux objectifs peuvent et doivent aller de pair.

Au cours de la réunion avec le secrétaire Ridge, nous avons fait le point sur les mesures prises dans le cadre du Plan d'action. Les principales initiatives continuent à progresser. Une grande partie des mesures initialement prévues au Plan d'action ont été mises en œuvre ou sont sur le point de l'être. Toutefois, certains projets requièrent encore notre attention, comme la mise en place d'une infrastructure frontalière stratégique pour faciliter la hausse sans cesse croissante du commerce et des déplacements aux frontières.

Aujourd'hui, le secrétaire Ridge et moi-même avons aussi discuté des mesures que nous pourrions prendre pour renforcer et élargir notre collaboration frontalière. J'envisage avec plaisir de continuer à travailler avec le secrétaire Ridge et son personnel lors de ces discussions. Nous pouvons faire beaucoup plus pour assurer la sécurité du public et de l'économie de nos deux pays.

Au nom du premier ministre et des citoyens et citoyennes du Canada, je tiens à vous exprimer ce matin ma plus profonde sympathie pour la perte de sept soldats américains en Afghanistan. Je crois que dans nos deux pays, ces incidents font en sorte de nous rappeler constamment les coûts et les sacrifices liés à la lutte contre le terrorisme, peu importe l'endroit où elle a lieu.

Au nom du premier ministre et des citoyens et citoyennes du Canada, je tiens à vous exprimer, M. le secrétaire et aux citoyens et citoyennes des États-Unis, notre plus profonde sympathie. Sur ce, je vous remercie encore une fois de votre accueil et j'envisage avec plaisir de travailler avec vous.

Avant de passer à la période de questions, permettez-moi de présenter M. Scott Brison, secrétaire parlementaire, qui m'a accompagnée à Washington. Certains d'entre vous le savent peut-être, trois secrétaires parlementaires sont au service du premier ministre, et M. Scott Brison est l'un d'eux. Le fait, que M. Brison soit le secrétaire parlementaire responsable des relations Canada-États-Unis relevant directement du premier ministre, démontre le caractère particulier des relations qui existent entre nos deux pays.

Scott, le secrétaire Ridge et moi-même avons apprécié votre présence au cours de la journée d'hier.

QUESTION : Le gouvernement canadien a ouvert une enquête sur la déportation de M. Mahar Arar. Est-ce que les États-Unis ou plutôt des représentants des États-Unis pourront être interrogés au cours de cette enquête? Les États-Unis sont-ils préoccupés par le fait que des renseignements secrets liés à la sécurité nationale puissent être dévoilés lors de cette enquête?

SECRETARIE RIDGE : Non seulement en avez-vous parlé... la vice-première ministre m'a expliqué en quoi consiste l'enquête publique, mais de plus, la personne en question poursuit plusieurs personnalités politiques des États-Unis, et vous parlez à l'une d'elle, car je suis nommé dans la poursuite. Sur la recommandation de mes conseillers juridiques, il serait inapproprié que

je commente tout aspect de ce litige, qu'il s'applique à moi ou à la relation entre les deux gouvernements.

QUESTION : Madame la ministre, pouvez-vous nous dire ce que vous avez dit au secrétaire Ridge ou à M. Ashcroft au sujet des renseignements que possèdent les États-Unis et qui pourraient être liés à la sécurité nationale?

VICE-PREMIÈRE MINISTRE MCLELLAN : En premier lieu, je rencontre le secrétaire à la Justice après ce point de presse et je ne lui ai donc encore rien dit. Toutefois, le secrétaire Ridge et moi-même avons discuté ce matin de l'enquête publique que j'ai annoncée mercredi sur l'affaire Mahar Arar et elle suit son cours. Le juge O'Connor préside l'enquête et il serait inapproprié que je fasse des commentaires sur les détails de l'enquête. Tout est maintenant entre les mains du juge O'Connor. Je tiens toutefois à dire ceci. Le mandat est clair. Il s'agit d'examiner la conduite des autorités canadiennes en ce qui a trait à la déportation et à la détention de M. Mahar Arar.

QUESTION : Secrétaire Ridge, le Canada sera-t-il invité à participer au partenariat anti-prolifération? Pouvez-vous en parler?

SECRETARE RIDGE : Non. Je laisse cette question aux personnes plus compétentes dans le domaine. Monsieur?

QUESTION : La frontière entre l'Alaska et le Canada est souvent considérée comme la frontière oubliée et j'aimerais que vous nous disiez tous les deux quelles sont les améliorations qui ont été apportées et quelles sont celles qui devraient l'être, car même si elle est moins fréquentée, elle n'en demeure pas moins un sujet de préoccupation?

SECRETARE RIDGE : Votre question est intéressante, car dans le cadre de la réorganisation du département de la Sécurité du territoire, nous sommes conscients de l'existence de cet État unique qui entretient une relation tout à fait unique avec le Canada. Nous sommes aussi conscients que les besoins de cet État sont particuliers et nous les avons cernés. Nous les aborderons dans le cadre de la réorganisation du département.

Il ne fait aucun doute dans mon esprit que la présence la plus importante en Alaska est celle de la Garde côtière et elle continuera de l'être. Je le répète, au cours des deux prochains mois, la vice-première ministre et moi-même discuterons de cette situation particulière, car elle a eu la gentillesse... (puis-je le dire?) d'inviter notre délégation à Ottawa au printemps afin que nous puissions poursuivre sur notre lancée et faire le tour de la question. Nous mettrons donc l'accent sur cette question au cours de nos discussions.

Nous savons que cette question est unique en soi. La Garde côtière est la principale ressource du département de la Sécurité du territoire dans cet État, mais il est possible que nous puissions prendre d'autres mesures ensemble.

QUESTION : Quelles mesures en particulier?

SECRETARE RIDGE : Nous vous le dirons quand nous en aurons décidé. D'accord?

QUESTION : M. le secrétaire, quel est, d'après vous, le secteur qui demeure encore l'un des secteurs les plus vulnérables du point de vue de la sécurité frontalière? Nommeriez-vous le secteur maritime? Pourriez-vous aussi nous dire quelques mots sur la possibilité de coordonner les inspections dans certains pays étrangers, comme la Chine? Une question à laquelle, il me semble, vous accordez une grande priorité?

SECRETARE RIDGE : Encore le secteur maritime, comme la question posée par le monsieur précédemment. Je crois que nous savons... en fait l'une des prochaines mesures que nous prendrons, il va de soi, dans le cadre de l'accord actuel, sera d'examiner les questions liées à la

sécurité maritime qui touchent l'Alaska, peut-être plus que dans d'autres endroits. Il existe des milliers de voies navigables dont il faut nous occuper dans la région des Grands Lacs. Cette question, je m'en doute, fera partie de notre prochaine ronde de discussions au sujet des mesures que nous prendrons pour améliorer la sécurité dans cette région.

Quelle était déjà la deuxième partie de votre question?

QUESTION : La coordination dans les pays étrangers.

SECRÉTAIRE RIDGE : Oui, l'initiative de la sécurité des conteneurs. Nous croyons que nous avons là une occasion unique et je laisserai la vice-première ministre vous en parler. Dans le cadre de cette initiative, nous affectons certains de nos agents des douanes et certains patrouilleurs sur le territoire du pays hôte, qui fournit aussi un apport technologique. À partir de notre analyse des manifestes que nous recevons 24 heures à l'avance, et je crois qu'il en est de même dans votre cas, nous coordonnons le processus d'analyse. Nous avons invité le gouvernement du Canada à faire de même dans certains ports où il peut assigner des agents afin que nous puissions examiner ensemble les cargaisons destinées à l'Amérique du Nord, que ce soit vers le Canada ou vers les États-Unis.

VICE-PREMIÈRE MINISTRE MCLELLAN : J'ajouterai seulement que cette initiative relève de mon collègue, le ministre des Transports, mais que nous nous sommes engagés à y participer. Cette initiative est un autre exemple de notre niveau de collaboration et d'intégration pour assurer la sécurité de l'Amérique du Nord.

QUESTION : Lors de votre séjour ici, madame la ministre, certains représentants officiels du gouvernement des États-Unis ont manifesté une certaine «irritation», si je peux m'exprimer ainsi, du fait que les Canadiens n'ont pas répondu à l'invitation qu'a reçue M. Martin de venir aux États-Unis.

Ils disent comprendre que M. Martin cherche à établir des relations à long terme avec le gouvernement Bush. Vous rencontrerez le vice-président. Que lui direz-vous à ce sujet?

VICE-PREMIÈRE MINISTRE MCLELLAN : Est-ce que vous me demandez si nous discuterons d'une possible visite de M. Martin à Washington?

QUESTION : Oui, puisque le gouvernement des États-Unis a invité M. Martin.

VICE-PREMIÈRE MINISTRE MCLELLAN : En fait, je sais que le bureau du premier ministre et la Maison-Blanche discutent du moment où cette visite pourrait avoir lieu. Je tiens à souligner que le premier ministre Martin s'est clairement prononcé sur le caractère unique des relations entre le Canada et les États-Unis. C'est pourquoi j'ose espérer que personne ici et au Canada n'exprime des doutes à ce sujet et sur le fait qu'aussitôt que les deux dirigeants auront convenu d'une date mutuellement accommodante, la rencontre aura lieu.

QUESTION : Lui mentionnez-vous une date en particulier où le premier ministre pourrait venir aux États-Unis?

VICE-PREMIÈRE MINISTRE MCLELLAN : Le premier ministre et le président décideront d'une date et d'un endroit mutuellement accommodants où ils pourront se rencontrer de nouveau après Monterrey.

Il va de soi que j'exprimerai au vice-président Cheney que nos relations avec les États-Unis revêtent une importance particulière et qu'elles sont empreintes d'amitié et qu'aussitôt qu'une date mutuellement accommodante aura été fixée, la rencontre aura lieu.

QUESTION : M^{me} McLellan, pourriez-vous nous dire dans quelle mesure et de quelle façon le Canada intégrera ses listes de terroristes à la nouvelle base de données des États-Unis et échangera les renseignements qu'il possède à ce sujet avec le centre de dépistage des terroristes?

VICE-PREMIÈRE MINISTRE MCLELLAN : Tout ce que je peux dire à ce sujet est qu'il est évident que nos deux pays collaborent très étroitement en ce sens. Nous sommes intéressés à intégrer nos systèmes lorsque le moment s'y prêtera. Les deux pays possèdent des listes de surveillance, les deux pays échangent des renseignements sur ces listes et nous travaillons ensemble dans un grand nombre de domaines afin de déterminer où sont les menaces et les risques possibles, la façon dont nous pouvons colliger des renseignements et des données sur ces menaces et ces risques et la façon dont nous pouvons échanger ces renseignements.

Je tiens à le préciser encore une fois, notre niveau de collaboration est remarquable. Nous continuerons à améliorer notre collaboration et nous définirons ce que nous voulons faire à mesure que nous progressons. Nous avons beaucoup accompli pour assurer la sécurité les frontières de nos deux pays, mais, c'est évident, qu'il s'agisse de la sécurité maritime ou de mesures supplémentaires liées à la sécurité aérienne, ce que nous ferons et ce que nous avons entrepris aujourd'hui sera de déterminer ce que nous pouvons améliorer et ce que nous pouvons faire de plus. Le faire ensemble et de façon intégrée est encore pour le mieux.

QUESTION : À propos des listes, songez-vous à imposer certaines restrictions à ce que vous échangerez avec les États-Unis?

SECRÉTAIRE RIDGE : J'aimerais, si je peux... dans nos délibérations, nous tenons compte du fait et nous comprenons que nos deux pays ont promulgué des lois à teneur constitutionnelle et d'autres sur le respect de la vie privée. Nous sommes des pays souverains qui travaillent ensemble, mais certaines restrictions peuvent faire partie intégrante des lois sur la souveraineté. Nous sommes conscients de cette situation et du fait que nous pouvons collaborer tout en respectant notre propre constitution et nos propres lois. Lorsque nos lois diffèrent, il est évident que nous devons trouver une autre façon ou un autre domaine où nous pouvons collaborer.

M. ROEHRKASSE : Nous avons le temps pour une autre question.

QUESTION : M^{me} McLellan, dans le même ordre d'idée, ma question porte sur le système CAPPS II et j'aimerais savoir si certaines dispositions préoccupent le Canada dans le contexte des citoyens canadiens qui entrent ici par la voie des airs?

VICE-PREMIÈRE MINISTRE MCLELLAN : Nous avons discuté brièvement ce matin du système CAPPS II et il va de soi que nous voulons collaborer avec nos homologues des États-Unis. Nous voulons être mis au courant des détails et des étapes de mise en œuvre de ce système et nous aborderons les problèmes à mesure qu'ils se produiront.

QUESTION : Secrétaire Ridge –

SECRÉTAIRE RIDGE : Si je peux me permettre un commentaire en réponse à la question de la personne avant vous, nous avons travaillé pendant plusieurs mois avec nos collègues de l'Union européenne sur la question de l'obtention de renseignements préalables sur les voyageurs. Les préoccupations de l'Union européenne ont surtout porté sur la protection de la vie privée, un important élément de leur charte. Ce que je veux dire c'est que cette question importe beaucoup à l'Union européenne en raison de sa structure actuelle.

À la suite de séances de négociation longues mais positives, non seulement aurons-nous accès à certains de ces renseignements, mais nous avons conclu une entente en raison de l'utilisation limitée que nous ferons de ces renseignements et de la façon dont nous les utiliserons dans le

cadre du projet pilote CAPPs II. Nous venons d'entreprendre des discussions sur cette question avec le gouvernement du Canada.

Nous souhaitons que les résultats obtenus soient les mêmes qu'avec l'Union européenne, tout en respectant les lois sur la vie privée. Ces discussions seront longues, mais elles doivent avoir lieu et nous sommes conscients que si nous avons signé une entente avec l'UE, cela ne signifie pas que nous ferons de même avec le Canada. Nous l'avons fait en nous basant sur la reconnaissance mutuelle que l'objectif poursuivi et l'utilisation envisagée seraient limités. Nous verrons ce que l'avenir nous réserve. Nous ne le savons pas présentement.

QUESTION : Merci.